

Écologie

8-9

Le scénario que le GIEC ne modélise pas

Féminisme

11

États-Unis: tendance réactionnaire sur les droits sexuels

International

13

Élections fédérales allemandes: esprit d'Angela, es-tu là?

À lire

15

Un basculement qui n'est pas encore le fascisme

INITIATIVE 99%

3

Édito

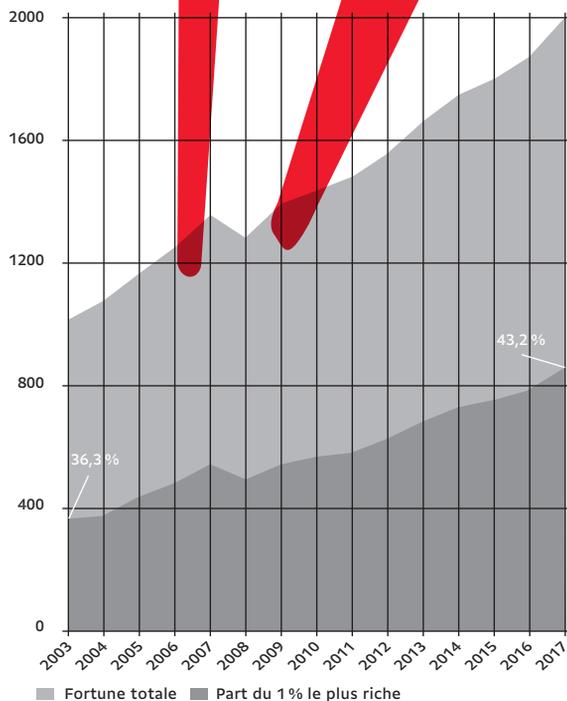
## Nouvelle phase pour l'impérialisme étasunien

**L**e retrait chaotique des troupes étasuniennes d'Afghanistan constitue une nouvelle défaite de l'impérialisme étasunien, qui fait suite à celle, beaucoup plus importante, en Irak. Cela n'est cependant pas la fin de l'ère des politiques impérialistes meurtrières de Washington.

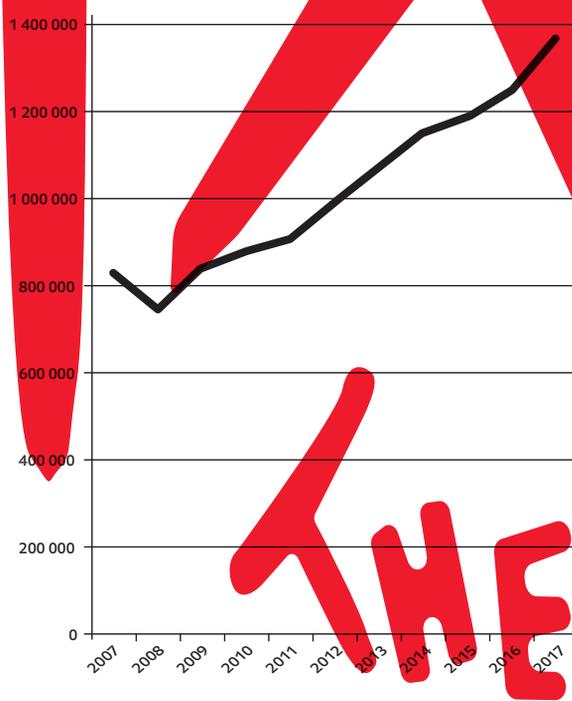
Le plan de l'impérialisme étasunien est toujours de maintenir sa domination mondiale, mais par une gestion plus « efficace » de ses engagements militaires à l'étranger. Pour cela, Washington va remettre à l'ordre du jour les leçons que ses dirigeants avaient tirées de la défaite au Vietnam en 1973.

La stratégie militaire de l'après-Vietnam pour éviter une nouvelle guerre prolongée se soldant par un échec, sur fond de mobilisation anti-guerre massive dans le pays a été basée sur deux facteurs principaux. En premier lieu la fin de la conscription en 1973 et le passage à une armée professionnelle, diminuant les effectifs de l'armée d'environ 3 millions en 1973 à 1,3 millions aujourd'hui. Cette transformation avait également pour objectif de diminuer les cas de mutineries de soldats, qui avaient augmenté considérablement durant la guerre du Vietnam. ➔

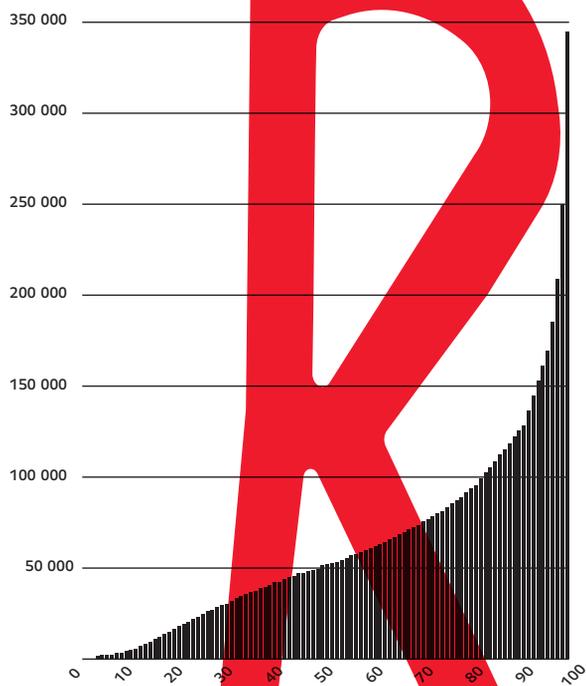
### FORTUNE EN SUISSE EN MILLIARDS DE FRANCS



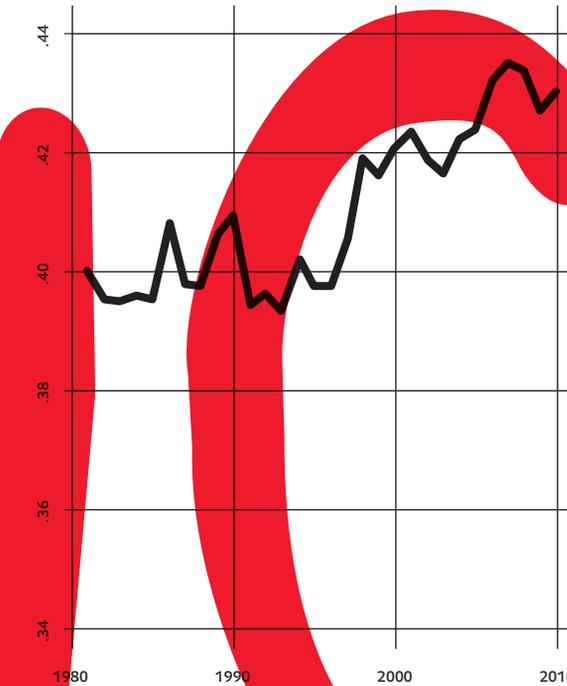
### FORTUNE DES MILLIONAIRES EN SUISSE



### RÉPARTITION DES REVENUS EN SUISSE



### INDICE DE GINI (MESURE DE L'INÉGALITÉ) DES REVENUS (CH)



Vaud

7

POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS

Cela s'est accompagné d'une augmentation massive des dépenses militaires. L'objectif stratégique était de développer et produire une nouvelle génération d'armes sophistiquées qui augmenteraient fortement la capacité de destruction étatsunienne pour compenser la réduction du personnel militaire.

En même temps, une nouvelle doctrine militaire a été élaborée, cherchant à mener des guerres limitées dans le temps et uniquement à partir d'une position de supériorité écrasante sur un pays étranger, après avoir constitué des forces militaires nécessaires à proximité du théâtre d'opération. L'objectif était bien sûr d'éviter de répéter les erreurs du Vietnam en réduisant au minimum l'implication des troupes dans les affrontements sur le terrain et en recourant à la guerre à distance, accompagnée d'opérations terrestres les plus légères possibles comme lors de la guerre d'Irak en 1991.

Cette stratégie de l'après-Vietnam a été largement remise en cause dans l'ère qui a suivi le 11-Septembre, dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » et les invasions et occupations successives de l'Afghanistan et de l'Irak.

Le discours de politique étrangère de Joe Biden à la suite du retrait d'Afghanistan, dans lequel il a déclaré qu'il faut « mettre fin à une époque d'interventions militaires majeures destinées à remodeler d'autres pays... » signale au contraire un retour à la stratégie post-Vietnam, tout en affirmant la continuation de la lutte contre « le terrorisme » et surtout la nécessité de consolider la « compétitivité américaine » pour répondre aux défis que représentent en premier lieu la Chine et dans une moindre mesure la Russie.

La stratégie militaire impériale de Washington va dès lors s'appuyer davantage sur des bombardements à différentes échelles, d'assassinats individuels par drone jusqu'à des frappes de missiles ou par avion, tout en cherchant à exercer une supériorité écrasante pour détruire ou affaiblir d'autres pays.

La rhétorique et la stratégie changent, mais l'objectif reste toujours de maintenir la domination impériale de Washington dans le monde.

Joe Daher

# AGENDA

## International

DI 3 OCTOBRE

### STOP BUGEY! MANIFESTATION POUR UN AVENIR SANS NUCLÉAIRE

50 ans après l'immense manifestation de 15 000 personnes contre la Centrale du Bugey, le NPA et solidarités feront cortège commun pour rappeler que le danger nucléaire n'a pas de frontière! Ces quatre réacteurs de plus de 40 ans constituent un risque majeur pour 5 millions d'habitant.e-s dans un rayon de 100 km (Lyon est à 25 km,

Genève et Grenoble à 75). Ensemble exigeons sa fermeture immédiate et des investissements conséquents dans les énergies renouvelables!

14h St Vulbas

Infos co-voiturage:  
Thomas au 022 740 0740

## Genève

MA 5 OCTOBRE

### METROBOULOTKINO TOUT CE QU'IL ME RESTE DE LA RÉVOLUTION

Film de Judith Davis (F 2019)  
Projection suivi d'une discussion, en présences de grévistes pour le climat de la Jeunesse solidaire

19h Fonction Cinéma, Maison des arts du Grütli

SA 18 SEPTEMBRE

13 H 30

## AVS21: 65 ANS, C'EST TOUJOURS NON!

Infos et programme: [grevefeministe.ch](http://grevefeministe.ch)

SCHÜTZENMATTE

BERNE

Hommage Les nôtres

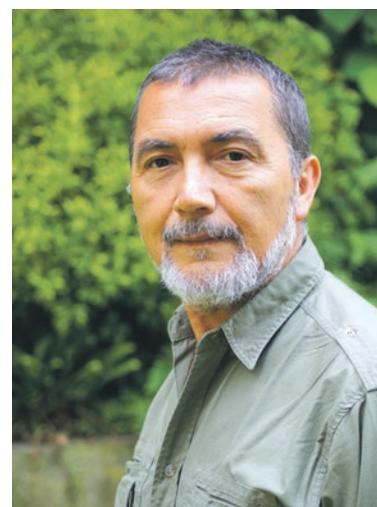
## ADIEU CAMARADE ALFREDO CAMELO

solidarités est très affecté par la disparition d'Alfredo Camelo, membre de longue date de notre mouvement.

Déserteur, opposant au régime militaire de Colombie, son pays natal, il avait été emprisonné et torturé durant 9 ans. À sa sortie de prison, il avait réussi à quitter l'Amérique du Sud pour l'Europe, avec l'aide de son avocate, et à obtenir l'asile, puis la nationalité suisse en 1988. Il avait alors entamé des études de psychologie pour parfaire sa formation d'anthropologue.

Avec notamment Marie-Andrée Ci-prut, psychologue clinicienne d'origine martiniquaise, passionnée comme lui par l'approche multiculturelle, il avait créé Pluriels, le centre de consultations et d'études ethno-psychologiques pour les migrant.e-s, en 1995. Inlassablement, il écoutait les récits dramatiques de l'exil, réconfortait, soutenait et cherchait des fonds pour faire vivre ce centre. Travail ô combien lourd, mais il renouvelait ses forces dans la militance, partageant ses idéaux révolutionnaires et sa force de conviction avec les camarades de solidarités.

Il peignait aussi avec délicatesse et talent, exposant sous le nom de Calof, offrant ses œuvres pour les causes lui tenant à cœur.



multiples sont les témoignages de reconnaissance pour son travail de thérapeute et d'artiste. Sa personnalité rayonnante et attachante restera dans nos cœurs. Nous exprimons notre profonde sympathie à ses enfants et ami.e-s qui se sont dépensé.e-s sans compter pour le retrouver après sa mystérieuse disparition.

Nous continuerons les combats entrepris ensemble.

Maryelle Budry

Impressum  
Éditeur  
Journal solidarités  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E [journal@solidarites.ch](mailto:journal@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/journal](http://solidarites.ch/journal)

Tirage  
5 000 exemplaires  
23 n° par an  
Comité éditorial  
Clara Almeida Lozar  
Joseph Daher  
Cornelia Hummel  
Margaux Long  
Gabriella Lima

Iriona Lodeiro  
Julien Nagel  
Pierre Raboud  
José Sanchez  
Thomas Vachetta  
Relecture  
Gaelle Kovvily  
Marc Leemann  
Guy Rouge

Pascal Vozicki  
Françoise Wos  
Maquette et mise en page  
Niels Wehrspann  
Couverture  
Niels Wehrspann  
et Tamara Mottet

Abonnements  
Annuel fr. 80  
Étudiant.e.s, chômeur.seuses, AVS/Al... 40  
Soutien 150  
3 mois à l'essai  
Pour payer: Gratuit!  
CCP 17-216950-1  
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1  
Demandes d'abonnement et changements d'adresse: [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)

Contacts régionaux du mouvement  
Genève  
25, rue des Gares  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E [info@solidarites.ch](mailto:info@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/genève](http://solidarites.ch/genève)

Fribourg/Freiburg  
Case postale 532  
1701 Fribourg  
E [Fribourg@solidarites.ch](mailto:Fribourg@solidarites.ch)

Neuchâtel  
Case postale 3105  
2001 Neuchâtel  
T +41 77 502 79 53  
E [ne@solidarites.ch](mailto:ne@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/ne](http://solidarites.ch/ne)

Vaud  
5 place Chauderon  
1003 Lausanne  
T +41 79 302 38 34  
E [vaud@solidarites.ch](mailto:vaud@solidarites.ch)  
W [solidarites.ch/vaud](http://solidarites.ch/vaud)

# LE CAPITAL EN BALADE

La lecture de la documentation de la Jeunesse socialiste Suisse au sujet de l'initiative 99 % est fort instructive. Les données chiffrées illustrent la croissance des écarts de revenus et expliquent les mécanismes d'accumulation.

« En Suisse, les inégalités de richesse augmentent depuis des années. Le 1 % le plus riche de la population possède désormais plus de 43 % de la richesse totale. Cette évolution est en grande partie due aux revenus du capital, soit les dividendes, les bénéfices sur les actions, les gains en capitaux et les intérêts, grâce auxquels les plus riches se mettent chaque année des milliards dans les poches. »

## Pourquoi cette loterie d'une toute petite minorité ?

Seul·e·s les personnes qui possèdent le capital gèrent cette plus-value. Pour les courants marxistes, cette minorité est désignée par le terme « capitalistes ». Mais la richesse n'est pas le principal atout de ce groupe. Sa propriété principale est de posséder le capital, ce qui lui donne une autre caractéristique : celle de constituer une classe sociale, avec des intérêts très distincts du reste de la population. Et donc une conscience de classe propre, quand bien même les capitalistes invoquent le peuple ou les citoyen·e·s. Et l'intérêt général.

Cette conscience de classe leur permet de maintenir leur pouvoir et leurs privilèges, en opposition à l'évolution du reste de la société. L'évolution de leur fortune en est une preuve éclatante.

« Alors qu'en 2003 le 1 % le plus riche possédait environ 36 % de la fortune totale en Suisse, cette part s'élève aujourd'hui à plus de 43 %. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées chez les plus riches des riches : en 2003, les 300 personnes les plus riches de Suisse possédaient un total de 352 milliards de francs. En 2020, ce chiffre atteignait 707 milliards de francs, soit une augmentation de 355 milliards. »

Ces chiffres astronomiques sont difficiles à réaliser pour la majorité des gens. Présentés autrement, on peut dire que « les 300 personnes les plus riches ont augmenté leur patrimoine de 2,4 millions de francs par heure en moyenne ».

## Travailler dur ?

Combien de temps faut-il à un·e salarié·e, gagnant 5000 francs nets par mois pour accumuler une telle somme ? Environ 40 ans ! À condition qu'il·elle ne dépense rien. Ce qui n'est pas le cas pour le quart de la population, qui ne possède aucune fortune.

Ce calcul montre à l'évidence que les capitalistes s'enrichissent non pas en travaillant « dur », mais en faisant travailler les autres et en s'appropriant une grande partie de la valeur du travail, qui se retrouve après dans les dividendes, les actions et tous les types de capitaux.

Prenons le cas des 33 plus grandes entreprises suisses cotées en bourse. En 2019, leurs employé·e·s, au nombre de 1,6 millions, ont reçu 140 milliards de francs en salaires. Leurs actionnaires ont reçu de leur côté 63 milliards de francs. Autrement dit : « Un franc sur trois produit par les employé·e·s a fini dans les poches des propriétaires du capital sans qu'elles et ils ne lèvent le petit doigt ». Il suffit seulement lever la main durant l'assemblée générale.

La classe des capitalistes continue à dominer et à s'enrichir. Il n'y a pas de plafond à cette accumulation. « Depuis 100 ans de prise en compte de l'inégalité de richesses dans les statistiques en Suisse, jamais la fortune des 0,1 % les plus riches n'a été aussi élevée qu'aujourd'hui ».

Une telle accumulation de richesse, croissante et permanente,

n'est pas le fruit du hasard. La classe des capitalistes s'organise en permanence pour maintenir et améliorer les conditions d'enrichissement.

Cette cupidité est sans limites. De tous temps et sur tous les continents cette soif de richesse est inépuisable. Elle représente une des faces ignobles de ce système économique, profitable à une minorité.

## La paix du travail en question

Chaque automne, les grandes fédérations syndicales organisent des conférences de presse pour réclamer des augmentations et un « meilleur partage des fruits de la croissance ». Visiblement l'effet sur le patronnat n'est pas très grand, malgré tous les rappels au « partenariat social ». Les capitalistes continuent de distribuer joyeusement les dividendes.

Et ce ne sont pas les maigres augmentations salariales concédées qui vont les ruiner. Selon les évaluations de l'Union Syndicale Suisse, « entre 2000 et 2019, les personnes aux salaires les plus bas ont vu leur revenu disponible diminuer, tandis que le revenu disponible des personnes aux salaires moyens n'a augmenté que de 100 à 300 francs, soit de 15 francs au maximum par an ». Il devient urgent de commencer à organiser une autre redistribution des richesses par des actions et des grèves coordonnées sur les lieux de travail.

José Sanchez

Toutes les citations sont extraites du document « Informations et arguments sur l'initiative 99 % »

Les militant·e·s en lutte pour leur initiative « aux relents de lutte des classes » selon l'éditorial du Temps



National

## UNE EX-CONSEILLÈRE NATIONALE PAS AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON

Lors de la campagne concernant l'initiative « Multinationales responsables », le site *heidi.news* avait signalé que la conseillère nationale Isabelle Chevalley (Vert'libéraux vaudois) exerçait la fonction de conseillère du président du Parlement burkinabé et était titulaire d'un passeport diplomatique délivré par ce pays africain. Elle avait donc pu faire venir en Suisse un ministre burkinabé pour dénigrer l'initiative.

Les prestations de M<sup>me</sup> Chevalley ne se sont pas arrêtées là. Auparavant, elle avait rémunéré un journaliste d'une station de radio burkinabé, chargé de discréditer un rapport de Solidar Suisse (ex-Cœuvre suisse d'entraide ouvrière) sur le travail des enfants dans ce pays.

À la suite des révélations de *heidi.news*, le député socialiste Fabian Molina a demandé au bureau du Conseil national d'examiner s'il y avait eu violation de la loi sur l'Assemblée fédérale. Son article 12 (inspiré par l'article 12 de la Constitution de 1848) interdit un·e élu·e d'exercer une fonction officielle et d'accepter une décoration d'un État étranger. Dans les siècles précédant la formation de l'État fédéral, ces pratiques (proscrites) étaient monnaie courante.

Après plusieurs mois d'une réflexion (pas très intense), le bureau a finalement décidé... de ne rien décider, M<sup>me</sup> Chevalley ayant entre temps démissionné de son mandat parlementaire.

La plaisanterie est mirobolante, mais elle s'avère d'un goût douteux. Un·e parlementaire soutenant l'initiative « Multinationales responsables », placée dans la situation de M<sup>me</sup> Chevalley, aurait-il·elle bénéficié d'une telle mansuétude ?

Une enquête approfondie aurait permis d'examiner la nature des liens de la parlementaire avec la classe dominante du Burkina Faso. Cela n'intéressait visiblement pas les (ex-)collègues de M<sup>me</sup> Chevalley.

HPR

National

Queer

## LA PRIDE DIT « OUI AU MARIAGE », LES QUEERS DISENT « OUI, ET APRÈS? »

Après une première édition réussie en 2019 et une autre repoussée puis annulée en 2020, la Pride de Genève a fait son retour en trombe dans le milieu romand. Forte du travail de trois équipes bénévoles successives, elle a évité les couacs gênants du sponsoring de 2019, ce malgré une fête en demi-teinte à cause des restrictions covid.

Nous étions en droit de nous inquiéter après le financement désastreux de la Pride 2019 par de nombreuses entreprises telles des pharmas ou des compagnies de tabac. *solidarités* avait dû en effet protester contre la gestion des sponsors avec d'autres collectifs (voir *solidarités* n° 253). Il est donc encourageant de voir que l'organisation a revu sa copie : beaucoup moins de sponsors et d'entreprises mises en avant dans la marche et les événements. Ce n'est pas parce qu'elles étaient cachées que les multinationales n'étaient toutefois pas présentes : JTI et Philip Morris International sont affichées discrètement comme sponsors « diamants » sur le site de la Pride 2021.

Nous n'allons pas ici réparer du concept de *pinkwashing* (voir *solidarités* n° 393) mais nous pouvons nous demander si l'organisation systématique en presque-festival de la Pride ne force pas les organisateur·ice·x·s à pactiser avec le diable. Ne se-

rait-il pas plus utile d'imaginer l'événement avant tout en tant que démonstration politique ?

### Un succès vif mais peu radical

Il semblerait néanmoins que la Geneva Pride ait trouvé la formule à succès avec au bas mot plus de 25 000 personnes. Les chiffres sont impressionnants, ils dépassent même ceux de la Pride de Zürich. Une première ! D'autant plus que les restrictions auto-imposées par l'organisation vis-à-vis du Covid ont rendu la marche quelque peu terne. Ni musique ni droit de danser. C'est peut-être approprié pour la cité de l'austère Calvin – et vu la pandémie actuelle – mais les sons de tambours quelques peu militaires des Vert'libéraux dans le cortège n'ont pas ambiancé le public, contrairement aux militant·x·e·s fabuleu·x·euse·s de *solidarités* qui ont fait vibrer le Quai Wilson au son de l'Internationale.

Il est vrai également que la seule revendication visible – en partie compréhensible vu le ti-

ming – était le *oui* au mariage pour tou·te·s des prochaines votations. C'est quelque peu décourageant dans une perspective queer car il semblait presque que les autres sujets étaient invisibilisés, notamment les revendications plus radicales et en rupture avec le capitalisme.

L'accès au mariage n'est pas la finalité du mouvement LGBTQIA+, même si c'est une avancée majeure, d'autant plus qu'il apporte peu ou pas de réponses aux personnes les plus marginalisées de nos communautés. Une perspective queer vise à abolir les rôles genrés, l'organisation de la société autour de la famille et du travail et atteindre une justice sociale et financière, ce qui est incompatible avec le modèle de société néolibéral. C'est d'autant plus frustrant vu le nombre de jeunes qui affichaient des drapeaux trans. Y aura-t-il autant de monde pour les soutenir face à la transphobie systémique de notre société l'année prochaine à la Pride romande à Bulle ?

Sébastien Zürcher





Rassemblement du personnel de la Petite Enfance, 15 septembre 2021

Neuchâtel

## MOBILISATION CONTRE LE PÔLE DE DÉVELOPPEMENT DE LA TÈNE

Le Conseil d'État s'est lancé dans la constitution de Pôles de développement économique (PDE) dans le canton. Le dernier en date se situe sur la commune de La Tène. C'est alors 200 opposant-e-s qui prennent leurs plumes pour s'opposer au grand projet inutile.

La Tène en transition a lancé une opposition collective, fondée sur une quantité d'arguments judiciaires, mais se regroupant essentiellement sur la question de la préservation des terres agricoles. L'association, hétéroclite, est animée par des Vert-e-s, des militant-e-s écologistes anticapitalistes et des voisin-e-s atteint-e-s dans leurs propriétés. Elle a désormais reçu des soutiens politiques locaux et se structure pour mener d'autres batailles plus politiques.

Dans les rapports de force en Suisse, l'aménagement du territoire sert sans surprise la mise en pièce capitaliste du monde : Le PDE promet 24 hectares de terres agricoles aux bétonneuses et industries. La novlangue néolibérale déblatère ses justifications d'écoquartier industriel et son écosystème d'entreprises innovantes.

Cela dissimule mal que le PDE se fonde sur un développement économique prédateur, fondé sur des besoins excessifs en emplois et logements basés sur une démographie fantasmée. Finalement, ce pôle se construira au détriment de l'implantation industrielle urbaine historique dans le canton et au prix de la destruction irréductible de champs capables d'alimenter 2000 habitant-e-s.

SolidaritéS s'engage contre le PDE comme contre la H18, deux grands projets inutiles!

Jean Neymar

Genève

Monde du travail

VILLE DE GENÈVE

## PAS DE BUDGET SANS MÉCANISMES SALARIAUX!

Le Conseil administratif, majoritairement de gauche, a annoncé un projet de budget 2022 qui ignore les mécanismes salariaux du personnel de la ville et de la petite enfance. Pour le groupe Ensemble à gauche (EàG) au Conseil municipal ce n'est pas acceptable.

**Vraie impossibilité à financer les mécanismes salariaux ou choix politique?**

D'un côté, l'application des mécanismes salariaux (8,2 millions de francs) ne représente que 0,18 % des 457 millions prévus pour les charges de personnel. De l'autre, la politique fédérale et cantonale de droite diminue drastiquement les revenus des collectivités publiques : moins 60 mio de rentrées fiscales due à la RFFA, moins 110 mio avec le projet de suppression de la Taxe professionnelle. Loin d'être un phénomène « naturel », ce contexte économique est bien le résultat de priorités politiques de droite que nous refusons et combattons. Il s'agit au contraire d'augmenter les rentrées fiscales afin de répondre aux besoins toujours plus grands de la population.

Plus de 4000 collaborateur-trices assurent directement des prestations comme la voirie, la police municipale, l'urgence sociale, la petite enfance, la culture et le sport. La Ville contribue à travers ses subventions, au fonctionnement des nombreux acteurs associatifs ou de fondations. Ses investissements doivent aussi permettre de relever les défis liés à la crise climatique.

**La Ville de Genève doit être un employeur exemplaire**

Les mécanismes salariaux, qui comprennent les annuités, la prime à l'ancienneté et le 13<sup>e</sup> salaire progressif, ne constituent pas une faveur, mais une partie réelle du revenu qui compte aussi dans le calcul des rentes de retraite. Ils sont à considérer comme un droit et pas comme un facteur d'ajustement budgétaire pouvant être

**UN PREMIER PAS VERS UNE RÉ-INTERNALISATION DU NETTOYAGE**

Depuis les années 2000, la Ville a externalisé le nettoyage, avec une pression constante des entreprises sur les travailleuses et travailleurs (salaire, horaires, flexibilité, prévoyance). En 2019, les nettoyeur-euse-s des WC publics engagé-e-s par Onet se sont mis-e-s en grève et ont dénoncé leurs conditions de travail. Le 7 septembre, le Conseil municipal a voté un crédit de 1,3 mio pour internaliser 12 des 73 postes. Un début. Nous veillerons à ce que ce processus continue. **BS**

remis en question à chaque projet de budget. Ils ne peuvent être opposés aux prestations. La crise sanitaire, sociale et économique Covid 19 a mis en évidence le rôle essentiel et l'engagement du personnel, son travail doit être reconnu et valorisé.

**Le personnel se mobilise**

Un rassemblement du personnel de la Petite Enfance aura lieu le 15 septembre avant l'AG du personnel Ville de Genève avec un préavis de grève le 30 septembre. EàG salue ces mobilisations, les soutiendra et invite le Conseil administratif à des échanges constructifs avec les partenaires sociaux!

Brigitte Studer

## LES JEUNES DÉBOUTÉ·E·S DE L'ASILE N'ONT PAS LE DROIT DE SUIVRE LEUR FORMATION

À Genève, environ 60 jeunes débouté·e·s de l'asile, ayant entre 15 et 25 ans, sont privé·e·s de formation et d'insertion professionnelle.

La plupart d'entre eux et elles sont arrivé·e·s en Suisse entre 2014 et 2016, après avoir fui leur pays et entrepris la longue route migratoire au péril de leur vie. Quelques années plus tard, ils et elles ont reçu une réponse négative à leur demande d'asile. Certain·e·s ont pu apprendre le français et entamer une formation pour construire leur projet professionnel. D'autres n'ont pas eu cette chance. Aujourd'hui, toutes et tous voient leur avenir entravé. Le refus de l'asile est synonyme de perte du droit de travailler, de suivre un apprentissage dual ou de réaliser des stages professionnels.

Débouté·e·s, illégalisé·e·s, mais destiné·e·s à rester en Suisse, ces jeunes sont laissé·e·s, dans un no man's land administratif et un état d'angoisse existentielle. La crainte de se retrouver sans activité est grande et la peur d'un renvoi forcé est constante. Leur quotidien est celui de l'aide d'urgence : 10 CHF par jour, un hébergement et une couverture sociale sommaires.

En septembre 2019, le Grand Conseil genevois a adopté deux motions et une pétition visant à faciliter la formation, l'insertion professionnelle et l'accès à un statut pour les personnes déboutées dont le renvoi n'est pas réalisable. À ce jour, cette volonté législative n'a pas été concrétisée par les autorités compétentes. Aussi, le 30 août dernier, jour de la rentrée pour les élèves avec des permis de résidence, la Coordination asile a organisé une action pour visibiliser ces vies en suspens. Près de 50 personnes se sont rassemblées, tenant des silhouettes afin de représenter les jeunes ne pouvant être là et de porter leurs revendications.

Aude Martenot

Alexandre Salama



Manifestation contre la brutalité policière, Morges, 3 septembre 2021

Vaud Racisme DRAME DE MORGES

## UN ÉNIÈME CRIME POLICIER

Le lundi 30 août, la police a abattu un homme à la gare de Morges. Si l'enquête pénale devra déterminer dans quelle mesure le policier a agi en position de légitime défense, des questions plus générales se posent suite à cet événement. Ce drame s'inscrit dans le contexte de plusieurs décès lors d'interventions policières et nous pousse à considérer qu'il ne s'agit pas d'un événement isolé mais bien d'un problème systémique au sein de la police au niveau communal comme cantonal.

La communication de la police a révélé des imprécisions par rapport aux faits. Il a en effet été annoncé dans un premier temps : « Blessé, l'homme a été immédiatement pris en charge par les policiers » (communiqué du 1<sup>er</sup> septembre). Ce n'est qu'après le dévoilement par les médias d'une vidéo montrant que les agents n'ont pas apporté de premiers soins à l'homme à terre et que ceux-ci n'ont été prodigués qu'environ quatre minutes après les tirs par un infirmier présent sur place que

la police a rectifié l'information donnée au public.

Quant à la légitime défense, l'article 15 du Code pénal suisse la conditionne au fait de repousser l'attaque « par des moyens proportionnés aux circonstances ». Aujourd'hui, les policières et policiers vaudois·e·s ont pour consigne, en cas d'usage de leur arme à feu, de viser le haut du corps d'une personne afin de réduire le risque de manquer la cible. Un décès aurait pu-t-il être évité si les agent·e·s avaient plutôt pour consigne de viser le bas du corps ?

Le 3 septembre, une centaine de manifestant·e·s s'est rassemblée à Morges à la suite d'un appel de différentes organisations, relayé par le site *Renversé.co*, pour marquer son opposition « ferme face à l'Etat raciste et ses mercenaires, la police et la justice ». Pour eux et elles « la violence institutionnelle continue à l'encontre des personnes racisées, psychiatisées et marginalisées » a résulté dans la mort de cet homme. Après cette manifestation, quelques échauffourées ont éclaté avec la police, heureusement sans blessé·e·s graves.

Combien de drames devront avoir encore lieu pour que les pouvoirs politiques cessent de se cacher derrière les concepts « d'évènements isolés » et de « brebis galeuses » ? La création d'instances indépendantes de dépôt de plaintes contre les abus policiers, la mise en œuvre du reçu lors d'interpellations ainsi que l'interdiction du plaquage ventral et d'autres pratiques dangereuses sont demandés, légitimement, par de nombreux collectifs depuis des années, le tout sans réponse aucune. Conseiller·ères d'État, parlementaires et chef·fes de la police, votre refus d'écouter est inaudible. Tant pis, nous crierons de plus en plus fort !

Maimouna Mayoraz

Alexandre Salama

# POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS

Solidarités Vaud participe avec d'autres forces, dont le POP, la Grève du Climat, et Décroissance-Alternatives, au lancement d'une initiative cantonale pour la gratuité des transports publics. Entretien avec notre camarade Franziska Meinherz.

**Quelle est l'idée principale de cette initiative ?** Sur le papier, les transports publics, mais aussi la construction et le maintien des routes, font partie du service public. Et pour une bonne raison : pouvoir se déplacer est une condition de base pour pouvoir aller travailler, se former, et participer à la

vie sociale et culturelle. Mais dans la réalité, aujourd'hui, se déplacer a un coût considérable. En moyenne, les dépenses liées aux transports publics s'élèvent à 7.7 % du budget des ménages suisses. Et ce n'est non seulement le prix des billets qui augmente d'année en année : entre 2012 et 2017, le nombre de

personnes qui voyagent sans titre de transport valable a augmenté de 25 %, ce qui montre qu'il y a toujours plus de personnes qui peinent à payer leurs déplacements.

Avec cette initiative, dans un premier temps, nous voulons que la mobilité soit reconnue pour ce qu'elle est : un service public de base. Avec la gratuité des transports publics, chaque personne aura recours à un moyen de transport qui lui permet de se déplacer dans la région, quelle que soit sa situation financière. Dans un deuxième temps, avec cette initiative, nous nous attaquons à l'empreinte écologique de la mobilité, qui est responsable d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre domestiques de la Suisse.

En rendant gratuits les transports publics, nous éliminons le frein financier qui peut aujourd'hui dissuader des personnes de les prendre. Notamment des personnes qui subissent déjà les coûts fixes d'une voiture tendent à renoncer à prendre les transports publics même pour des déplacements où ce serait possible, pour ne pas en plus subir le coût d'un abonnement ou d'un billet. Les villes françaises et belges qui ont déjà instauré la gratuité des transports publics ont effectivement observé qu'une large majorité des nouvelles-eaux usagère-x-s étaient des personnes qui avant se déplaçaient en voiture. En plus, 10 % de ces nouvelles-eaux usagère-x-s ont vendu leur voiture ou renoncé à en acheter une nouvelle.

**La question du financement de cette « gratuité » est évidemment cruciale. Qu'est-ce qui est prévu ?** Nous estimons que la gratuité des transports publics dans le canton

coûterait environ 300 à 350 millions de francs par an. Ce chiffre peut – et doit – augmenter un peu : avec la gratuité, la demande va augmenter, ce qui va nécessiter d'acheter davantage de rames et d'employer davantage de personnel. En plus, nous voulons que les transports publics soient de qualité et desservent aussi les lieux excentrés, aujourd'hui souvent pas très bien connectés.

Il y a largement assez d'argent pour financer cela : chaque année, depuis 15 ans, le canton de Vaud dégage des excédents budgétaires bruts qui ont généralement dépassé le montant d'environ 500 millions de francs. Nous demandons que cet argent, constitué par nos impôts, soit mis à notre service, en nous permettant de nous déplacer dans la région de manière écologique, et indépendamment de notre situation financière. Par ailleurs, nous proposons aussi de financer la gratuité via une augmentation de l'impôt sur le bénéfice des entreprises, des 13.79 % actuels aux 15 % recommandés par l'OCDE. Cette augmentation toucherait principalement les grandes entreprises, qui génèrent des grands flux pendulaires : il nous paraît évident que ces entreprises contribuent au financement du réseau de transport qui permet à leurs employé-e-x-s de venir travailler.

**Pourrait-on considérer, selon toi, que c'est une campagne qui s'inscrit dans une perspective écosocialiste ?** Oui ! Les expériences des villes françaises et belges qui l'ont déjà introduite le montrent : la gratuité des transports publics permet aux ménages de faire des économies considérables, elle engendre une chute des déplacements en voiture de l'ordre de 25 %, et elle permet à des personnes qui devaient auparavant renoncer à se déplacer pour des raisons financières d'accéder à des services de base ou des postes de travail qui leur conviennent. Ainsi, c'est une mesure qui rend des comportements écologiques financièrement accessibles, tout en allégeant la charge financière qui pèse sur les ménages, et en favorisant la participation à la vie sociale et économique des personnes précaires.

Le succès de la gratuité des transports publics là où elle est déjà en vigueur montre que l'écosocialisme, loin d'être une utopie, est un projet politique qui se traduit en mesures concrètes dont certaines sont à portée de main !

Propos recueilli par la rédaction

La récolte de signatures bat son plein, Morges, 4 septembre 2021



# AU BORD DU GOUFFRE, LE SCÉNARIO QUE LE GIEC NE MODÉLISE PAS

Le Groupe de travail 1 du GIEC a présenté son rapport sur les bases physiques, contribution au sixième rapport d'évaluation sur l'évolution du climat, attendu au début de 2022. Le rapport et son résumé sont rédigés dans le style précis et avec le vocabulaire des publications scientifiques qui posent des constats « objectifs ». Pourtant, jamais un rapport des experts du réchauffement global n'a laissé sourdre à ce point l'angoisse suscitée par l'analyse des faits à la lumière des lois incontournables de la physique.

L'angoisse découle d'abord du contexte : les inondations et les incendies terribles qui sèment la désolation, la mort et l'effroi aux quatre coins de la planète concrétisent ce contre quoi le GIEC met en garde depuis plus de trente ans, et par rapport à quoi les gouvernements n'ont rien fait, ou presque rien fait. Elle découle aussi de l'énormité du constat : même si la COP 26 (à Glasgow, en novembre), décidait d'appliquer le plus radical des scénarios de stabilisation étudiés par les climatologues, à savoir celui qui assure la réduction la plus rapide des émissions de CO<sub>2</sub> et annule les émissions mondiales nettes en 2060 au plus tard (tout en réduisant aussi les émissions des autres gaz à effets de serre), l'humanité devrait affronter de terribles perspectives. En résumé :

→ Le plafond fixé à Paris serait dépassé. La température moyenne de surface du globe augmenterait probablement de 1,6° C (± 0,4) entre 2041 et 2060 (par rapport à l'ère préindustrielle) pour redescendre entre 2081 et 2100 à 1,4° C (± 0,4);

→ Attention, il ne s'agit que de moyennes : il est quasiment certain que la température sur les terres augmentera plus vite qu'à la surface des océans (probablement 1,4 à 1,7 fois plus vite). Il est quasiment certain également que l'Arctique continuera de se réchauffer

plus vite que la moyenne globale (fort probablement plus de deux fois plus vite);

→ Certaines régions de latitude moyenne et semi-arides, et la région de mousson en Amérique du Sud, auront le record des hausses de température lors des journées les plus chaudes (1,5 à 2 fois plus que la moyenne globale), tandis que l'Arctique aura le record des hausses de température lors des journées les plus froides (3 fois la moyenne mondiale);

→ Sur terre, les vagues de chaleur qui se produisaient une fois tous les dix ans se produiront quatre fois tous les dix ans, et celles qui ne se produisaient qu'une fois tous les cinquante ans se produiront près de neuf fois sur la même période;

→ Il est très probable que le réchauffement additionnel (par rapport au 1,1° C actuel) intensifiera les précipitations extrêmes et en augmentera la fréquence (au niveau global, 7 % de précipitations supplémentaires pour 1° C de réchauffement). Même tendance à la hausse pour la fréquence des cyclones tropicaux intenses (catégories 4-5) et leur force. Les précipitations intenses et les inondations associées devraient s'intensifier et devenir plus fréquentes dans la plupart des régions d'Afrique et d'Asie, d'Amérique du Nord

et d'Europe. Les sécheresses agricoles et écologiques seront de même plus sévères et fréquentes dans certaines régions, sur tous les continents sauf l'Asie, par rapport à 1850-1900;

→ Il va de soi que ce réchauffement additionnel (de 0,5° C ± 0,4 par rapport à aujourd'hui) continuera à amplifier la fonte du permafrost, donc les dégagements de méthane. Cette rétroaction positive du réchauffement n'est pas complètement intégrée dans les modèles (qui, en dépit de leurs perfectionnements croissants, continuent donc à sous-estimer la réalité);

→ Le réchauffement des océans pendant le reste du 21<sup>e</sup> siècle sera probablement 2 à 4 fois plus important qu'entre 1971 et 2018. La stratification, l'acidification et la désoxygénation des océans continuera d'augmenter. Ces trois phénomènes ont des conséquences négatives sur la vie marine. Il faudra des millénaires pour qu'ils s'inversent;

→ Il est quasiment certain que les glaciers de montagnes et du Groenland continueront de fondre pendant des décennies, et probable que la fonte continuera aussi dans l'Antarctique;

→ Il est quasiment certain également que le niveau des océans montera de 28 à 55 cm au 21<sup>e</sup> siècle, par rapport à 1995-2014. Sur les 2000 pro-

chaines années, il continuera probablement de monter – de 2 à 3 mètres – et le mouvement se poursuivra ensuite. Les événements de marée exceptionnelle qu'on observait une fois par siècle dans un passé récent seront observés au moins une fois par an, augmentant la fréquence des inondations dans les régions de basses côtes;

→ Des événements peu probables mais à très haut impact pourraient se produire au niveau global et au niveau local, même si le réchauffement restait dans la fourchette probable dans le cas du scénario radical (+1,6° ± 0,4° C). Même avec ce scénario à 1,5° C, des réponses abruptes et des points de bascule – tels qu'une fonte plus importante de l'Antarctique et la mort de forêts – ne peuvent être exclus;

→ Un de ces événements peu probables mais possibles est l'effondrement du Courant océanique désigné comme AMOC (Atlantic Meridional Overturning Circulation). Son affaiblissement est très probable au 21<sup>e</sup> siècle, mais l'ampleur du phénomène est un point d'interrogation. Un effondrement provoquerait très probablement des basculements abrupts dans les climats régionaux et le cycle de l'eau, tels qu'un déplacement vers le sud de la ceinture des pluies tropicales, un affaiblissement des moussons en Afrique et en Asie, un renforcement des moussons dans l'hémisphère sud et un assèchement de l'Europe.

## ... dans le meilleur des cas ?

Ce rapport oblige à voir la réalité en face : nous sommes littéralement au bord du gouffre. D'autant plus que, répétons-le et insistons-y :

- ① Les projections relatives à la hausse des océans n'intègrent pas les phénomènes de dislocation des calottes glaciaires, qui sont non-linéaires, donc non modélisables, et ont le potentiel de transformer très vite la catastrophe en cataclysme;
- ② Tout ce qui est énuméré ci-dessus est ce qui arrivera, selon le GIEC, au cas où les gouvernements de la planète décideraient de mettre en œuvre le plus radical des scénarios de réduction des émissions parmi ceux qui ont été étudiés par les scientifiques [...]

À cent jours de la COP26, seuls quelques partenaires ont « haussé leurs ambitions »... sans at-

teindre cependant, et de loin, les niveaux nécessaires de réductions des émissions. C'est ainsi que l'UE, « championne climatique », affiche un objectif de 55 % de réduction en 2030 là où il en faudrait 65 %. [...]

### Le GIEC entre science et idéologie

Et que pense le GIEC de cette folie ? Les stratégies d'adaptation et de mitigation des émissions ne font pas partie des compétences du Groupe 1. Cependant, celui-ci émet des considérations scientifiques à prendre en compte par les autres Groupes. S'agissant des techniques à émissions négatives (TEN), il se garde bien de ruer dans les brancards. Le résumé pour les décideurs dit ceci : « Retirer de l'atmosphère du CO<sub>2</sub> anthropique (Carbon dioxide removal, CDR) a le potentiel d'éliminer du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et de stocker durablement dans des réservoirs. » Le texte continue en disant que « le CDR vise à compenser les émissions résiduelles pour atteindre zéro émission nette de CO<sub>2</sub> ou, s'il est mis en œuvre à une échelle où les absorptions anthropiques dé-

passent les émissions anthropiques, pour abaisser la température de surface. »

Ce résumé cautionne donc l'idée que les technologies à émissions négatives pourraient ne pas être déployées uniquement pour capter les « émissions résiduelles » des secteurs où la décarbonisation est techniquement difficile (l'aviation par exemple) : elles pourraient aussi être mise en œuvre à une échelle massive, pour compenser le fait que le capitalisme mondial, pour des raisons qui ne sont pas « techniques » mais de profit, refuse de renoncer aux combustibles fossiles.

Le résumé formule une réserve, mais elle est sibylline : « Les technologies CDR peuvent avoir des effets potentiellement étendus sur les cycles biogéochimiques et le climat, ce qui peut soit affaiblir soit renforcer le potentiel de ces méthodes pour éliminer le CO<sub>2</sub> et réduire le réchauffement, et peut également influencer la disponibilité et la qualité de l'eau, la production alimentaire et la biodiversité (degré de confiance élevé). »

En clair, il n'est pas certain que les TEN soient si efficaces que cela, certains « effets » pourraient « af-

faiblir (leur) potentiel pour éliminer le CO<sub>2</sub> ». La dernière partie de cette phrase fait allusion aux impacts sociaux et écologiques : la bioénergie avec capture et séquestration du carbone (la plus mature des TEN à l'heure actuelle) ne pourrait réduire significativement la concentration atmosphérique en CO<sub>2</sub> que si une superficie égale à plus d'un quart des terres en culture permanente aujourd'hui servait à produire de la biomasse énergétique – au détriment des réserves en eau, de la biodiversité, et/ou de l'alimentation de la population mondiale [...]

### Écologiser le social

Il faut donc lire ce rapport en ayant à l'esprit qu'il est à la fois la meilleure et la pire des choses. La meilleure, parce qu'il fournit un diagnostic rigoureux où puiser d'excellents arguments pour mettre en accusation les possédant-e-s et leurs représentants politiques. La pire, parce qu'il sème à la fois la peur et l'impuissance... dont les possédant-e-s profitent alors même que le diagnostic les met pourtant en accusation ! Son idéologie scientiste noie l'esprit critique dans le flot des « données ».

Elle détourne ainsi le regard des causes systémiques, avec deux conséquences :

- ⊙ L'attention se focalise sur les « changement des comportements » et autres gestes individuels – pleins de bonne volonté mais pathétiquement insuffisants
- ⊙ Au lieu d'aider à combler le fossé entre conscience écologique et conscience sociale, le scientisme l'entretient.

Écologiser le social et socialiser l'écologie est la seule stratégie qui peut arrêter la catastrophe et faire renaître l'espérance d'une meilleure vie. Une vie du prendre soin des personnes et des écosystèmes, maintenant et dans une vision de long terme. Une vie sobre, joyeuse et chargée de sens. Une vie que les scénarios du GIEC ne modélisent jamais, où la production de valeurs d'usage pour la satisfaction des besoins réels, démocratiquement déterminés dans le respect de la nature, remplace la production de marchandises pour le profit d'une minorité.

**Daniel Tanuro**  
Publié sur le site de la Gauche anticapitaliste belge (gaucheanticapitaliste.org). Coupes et adaptation de notre rédaction

Plusieurs raffineries aux États-Unis ont été inondées après la tempête Ida, laissant échapper de grandes quantités de pétrole. Alliance, Louisiane, 9 septembre 2021.



## SE SAISIR DE LA COP26 POUR RAVIVER LA FLAMME DE LA MOBILISATION!

À l'échelle mondiale, aucun mouvement pour la justice climatique n'attend quoi que ce soit de la COP26 qui se tiendra à Glasgow du 1<sup>er</sup> au 12 novembre 2021.

L'objectif de la COP est de finaliser les « lignes directrices de mise en œuvre » de l'article 6 de l'accord de Paris, qui concerne les « approches coopératives » de lutte contre le changement climatique. La COP25 à Madrid n'avait permis aucun accord sur la question controversée des marchés du carbone.

Rien de concret pour affronter la crise climatique ne sortira de cette COP, car cela impliquerait de s'attaquer aux fondements même du capitalisme. Cependant, cette conférence est un levier pour raviver la flamme des mobilisations, seules capables d'arrêter le cataclysme en cours. Ainsi, la coalition Glasgow Cop26 propose une journée mondiale d'action le 6 novembre, suivie d'un sommet des peuples pour la justice climatique du 7 au 10.

L'autre grande coalition, Glasgow Agreement, organise des actions contre la multinationale Total les 17 et 18 novembre. Avant, le 29 octobre, une mobilisation internationale est organisée pour dénoncer les investissements de la finance dans les énergies fossiles.

Si aucun évènement n'est prévu en Suisse pour la première date internationale, le 24 septembre, la grande mobilisation en Allemagne (avec la volonté de faire pression sur les candidat·e·s aux élections fédérales de l'automne) pourrait motiver quelques actions dans notre pays. Le retour de la Grève du climat en Suisse sera le 22 octobre. Sa réussite dépendra de notre capacité à réactiver les groupes dans les centres scolaires, sur les lieux de travail et de recréer une base aussi large que possible à la hauteur des enjeux climatiques!

Juan Tortosa



Les choix inconséquents de Federer et la condamnation d'activistes du climat qui s'en étaient inspiré·e·s sont un meme des manifestation pour le climat. Grève pour le climat, Genève, septembre 2021.

## ROGER FEDERER, CHAMPION EN LOGIQUE CAPITALISTE

Le héros national est un modèle décomplexé pour la bourgeoisie, entre écocide et évasion fiscale.

« Federer et la Suisse romande, une histoire d'amour » titrait le *Matin-Dimanche* du 16 mai dernier à la veille du Gonet Geneva Open. La suite nous a privé·e·s de la pleine et coûteuse page de publicité dont est assortie chaque célébration d'une victoire du nouveau héros helvète. Une montre de marque suisse est souvent donnée comme le témoin de l'exploit, associant la carrière de son auteur à l'histoire de l'entreprise.

En Grèce ancienne, cette fonction d'éloge était assumée par un poète, tel Pindare, et par son ode; elle était chantée rituellement par un chœur de jeunes citoyen·ne·s au retour de l'athlète victorieux aux jeux panhelléniques.

Sans doute la substitution au chant choral d'un placard publicitaire est-elle un signe de la marchandisation même des exploits athlétiques les plus remarquables. Elle relève d'une idéologie dont le nouveau héros n'a pas manqué d'épouser

les principes. Dans une carrière très individualiste, il a su tirer des revenus considérables autant de ses incontestables prestations sportives que d'une publicité complaisante, outre des marques de luxe, pour une grande banque d'affaires, qui s'illustre écologiquement par ses investissements massifs dans le charbon et les hydrocarbures, et pour une marque de vêtements dont une partie semble être produite en pays ouïghour. Une enquête récente du magazine *Forbes* nous le confirme : non seulement Federer est désormais en tête du classement des athlètes les mieux payé·e·s dans le monde, mais ses contrats de sponsoring lui permettent de doubler ses revenus annuels.

### Roi de l'évasion

Or, le héros national s'est empressé de soustraire le patrimoine ainsi acquis à l'impôt exigé dans la

ville qui avait assuré sa formation. Sans compter Dubaï, il lui a longtemps préféré l'un de ces paradis fiscaux internes où il résidait en compagnie d'anciens directeurs de banque coupables autant de spéculations financières destructrices que d'encouragements à la fraude fiscale. Mais, en somme, il ne fait là qu'obéir au principe de la concurrence marchande au profit des plus riches dont presse et publicité se font les relais pour mieux nous les imposer.

« *Besoin de vacances sans souci ?* » c'est ce que nous propose Swiss Tourisme pour cet été par la voix et l'image de Roger Federer à Zermatt. Lui a passé ses dernières vacances d'été en Méditerranée sur le yacht du riche Bernard Arnault, le PDG de LVMH. Retour donc à la poésie grecque avec Solon : « *Quant à nous, nous n'échangerons pas la valeur contre la richesse : la première est stable, la seconde est changeante* ».

Claude Calame

# DANGEREUSE TENDANCE RÉACTIONNAIRE SUR LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Une loi interdisant dans les faits l'accès à l'avortement entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre au Texas ne laisse pressentir rien de bon pour le futur des droits sexuels et reproductifs aux États-Unis.

La loi du Sénat Texan, nommée S.B.8, signée par le Gouverneur Républicain Ted Abbot, interdit effectivement l'avortement dès six semaines de grossesse et comprend une disposition sans précédent qui encourage les individus à tenter des poursuites contre les personnes impliquées dans les procédures d'avortement – c'est-à-dire toute personne aidant une autre à avoir accès à une procédure d'avortement, du médecin à la personne conduisant le-la patient-e, est à présent susceptible d'être poursuivie en justice. La population est par ailleurs encouragée à dénoncer et à entamer des procédures judiciaires contre toute personne soupçonnée de vouloir ou d'avoir eu accès à une interruption de grossesse.

Cette loi constitue une atteinte flagrante aux droits humains les plus basiques. Elle interdit l'avortement avant même que les personnes désirant interrompre leur grossesse sachent qu'elles sont enceintes. Elle ne contient aucune exception pour les grossesses résultant de viols et/ou d'incestes ou de situations de malformations ou conditions fœtales incompatibles avec la vie post-accouchement. La seule exception contenue dans la loi permettant d'avoir accès à l'avortement au-delà de six semaines est pour raison d'urgence médicale.

## Mis en danger des droits à la vie et la santé

Cette situation constitue une véritable attaque contre les droits à la vie, à l'autonomie corporelle, à la santé sexuelle et reproductive et à vivre libre de toute torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants. Dans un État où l'accès à l'avortement était déjà fortement compromis avec 96 % des comtés du Texas ne possédant pas

de cliniques pratiquant l'avortement. 90 % des personnes qui y obtiennent un avortement sont enceintes d'au moins 6 semaines.

En outre, cette loi aura un impact particulièrement néfaste sur les personnes marginalisées : les personnes aux revenus modestes, celles vivant dans les zones rurales, ainsi que celles appartenant à des minorités raciales et ethniques et les personnes migrantes seront touchées de manière disproportionnée. En effet, outre les discriminations raciales et basées sur le genre, le statut légal, et la classe, elles seront désavantagées dans la mesure où elles n'auront pas les moyens d'aller obtenir un avortement dans un autre État au cadre légal plus clément.

Ce régime légal résultera donc dans une augmentation des avor-

tements illégaux et à risques, au péril de la santé et de la vie des personnes voulant interrompre leurs grossesses, ou encore forçant ces personnes à mener à terme des grossesses dont elles ne veulent pas, y compris celles résultant de viols et/ou d'incestes, exacerbant par-là les traumatismes par lesquels elles sont déjà passées et leur faisant subir des formes additionnelles de violence.

Devant cette sombre perspective, des organisations de défense du droit à l'avortement ont présenté une requête d'urgence à la Cour Suprême des États-Unis, lui demandant de bloquer la mise en application de cette loi. Cette requête qui a été refusée à une majorité de 5 juges contre 4 pour d'obscures raisons procédurales.

L'impulsion des féministes a conduit le département fédéral de

la justice à explorer des poursuites judiciaires contre l'État du Texas.

## À l'assaut de Roe vs Wade

L'accès à l'avortement aux États-Unis est garanti par le jugement de la Cour Suprême Roe v. Wade de 1973. Les opposant-e-s à l'avortement, les organisations religieuses et autres organisations et individus réactionnaires n'ont eu de cesse de tenter d'en restreindre et interdire l'accès. La composition actuelle de la Cour Suprême, particulièrement depuis le décès de la juge Ruth Bader Ginsburg, hâtivement remplacée par la très conservatrice et anti-avortement Amy Coney Barrett par l'administration Trump, offre une opportunité sans précédent aux courants réactionnaires pour rendre le jugement de 1973 nul et non avenu.

La loi S.B.8 s'inscrit dans un cadre global de régression contre les droits sexuels et reproductifs et contre le droit à l'autonomie corporelle, dont le gouvernement Trump, d'autres gouvernements d'extrême droite, de l'Église catholique et d'autres mouvements fondamentalistes religieux, ont été et sont les fers de lance.

Face à ces assauts répétés à l'encontre de notre droit le plus fondamental à disposer de notre corps, seule la solidarité transnationale et les mobilisations intersectionnelles de masse contre les politiques et pratiques réactionnaires permettront à chaque personne de pouvoir faire ses propres choix sexuels et reproductifs, sans discrimination ni violence.

Paola Salwan Daher

Marche contre la nouvelle loi, Texas, septembre 2021



# FIASCO ÉTASUNIEN, SOUFFRANCE CONTINUE DU PEUPLE AFGHAN

Le fiasco étasunien peut être résumé par les images de la débâcle à l'aéroport de Kaboul lors de l'évacuation de plus de 120 000 afghan-ne-s dans le sillage du retrait des forces armées de Washington d'Afghanistan. Vingt ans après les attentats du 11-Septembre et la chute des talibans, le mouvement fondamentaliste islamique est de retour au pouvoir.

Après plus de 20 ans de guerre en Afghanistan, le résultat est catastrophique. Surtout pour la population afghane, qui a souffert de plus de 160 000 mort-e-s, et de centaines de milliers de blessé-e-s et d'exilé-e-s. Près de 4000 soldat-e-s occidentaux-ales (majoritairement étasunien-ne-s) ont également trouvé la mort dans le pays. Les 2200 milliards de dollars dépensés durant cette période par les États-Unis, soit plus de 300 millions par jour, n'ont jamais servi les intérêts des classes populaires afghanes.

Les gouvernements successifs de Kaboul, mis en place puis soutenus à bout de bras par les États-Unis étaient très corrompus et incapables d'améliorer le quotidien de la grande majorité des 38 millions d'Afghan-ne-s. Dès le début, l'occupation s'est appuyée sur d'anciens seigneurs de guerre imposant des pouvoirs répressifs, plutôt que sur un véritable soutien local. Comme le souligne l'Association révolutionnaire des femmes afghanes, « l'occupation n'a entraîné que des effusions de sang, la destruction et le chaos. Elle a fait de notre pays l'endroit le plus corrompu, le moins sûr, le plus mafieux et le plus dangereux, surtout pour les femmes ».

Le taux de chômage dans le pays est de 25 % et le taux de pauvreté de 47 %, tandis que 93 % des ménages afghans n'ont pas assez de nourriture. De plus, les États-Unis ont gelé les 9,5 milliards de dollars de réserves de change afghanes détenues par leur propre Banque centrale, tandis que le FMI a suspendu les 450 millions destinés à l'Afghanistan dans le cadre du programme de lutte contre le coronavirus. Cela signifie que l'Afghanistan, septième pays le plus pauvre du monde, laissé à la merci des talibans, va continuer à s'enfoncer dans la pauvreté.

## Faillite de la « guerre contre le terrorisme »

La victoire des talibans a été facilitée à bien des égards par l'impérialisme américain et des États régionaux comme le Pakistan et le Qatar. Après avoir conclu un accord avec ces derniers en février 2020, l'ancien président étasunien Donald Trump a encore réduit le nombre de troupes étasuniennes en s'engageant à achever leur retrait d'ici le 1<sup>er</sup> mai 2021. Dans le cadre de cet accord, il a contraint le gouvernement fantoche de Kaboul à libérer 5000 prisonnier-ère-s, comme l'exigeaient les talibans – un coup de pouce majeur pour eux.

Malgré les promesses de changements, les talibans imposent

une politique réactionnaire et anti-démocratique, répriment les opposant-e-s, y compris par des assassinats ciblés, et ont décidé d'interdire les manifestations. Tous les membres du nouveau gouvernement sont des talibans, y compris pour certains des liens avec al-Qaïda, et presque tous appartiennent à l'ethnie pachtounne. De même, le retour du ministère pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice, qui faisait régner la terreur dans les années 1990, suscite bien des inquiétudes au sein de la population, particulièrement chez les femmes.

Plusieurs manifestations populaires, rassemblant une majorité de femmes le plus souvent, ont néan-

moins eu lieu pour contester le pouvoir des talibans, notamment dans la capitale Kaboul, à Mazar-i-Sharif (Nord), Faizabad (Nord-Est) et Hérat (Ouest). Plusieurs d'entre elles ont été réprimées violemment avec des manifestant-e-s tué-e-s et/ou blessé-e-s par balle. De même, des résistances armées existent encore dans quelques provinces comme le Panchir (Est) contre les talibans.

## Solidarité internationaliste et accueil massif

Le revers de l'impérialisme étasunien en Afghanistan ne signifie pas une victoire pour les forces anti-impérialistes, bien au contraire. Le retour des talibans au pouvoir représente une nouvelle ère d'oppression et, à bien des égards, une nouvelle phase de guerre civile. Notre soutien va aux forces progressistes et démocratiques faisant face aux pouvoirs oppresseurs des talibans.

Face à cette situation, l'accueil par la Suisse de tou-te-s les d'Afghan-e-s menacé-e-s par le nouveau pouvoir et ou qui sont danger est une nécessité absolue, et non seulement ceux et celles employé-e-s par la Suisse et leurs familles, soit environ 230 personnes, comme l'a déclaré le Conseil fédéral. De même il faut renoncer à tous les renvois de personnes vers l'Afghanistan et régulariser la situation des Afghan-e-s en Suisse.

Joe Daher

Le 4 septembre 2021, à Genève, plus de 500 personnes ont manifesté devant l'ONU à l'appel du Comité des Jeunes Afghanes et Afghans de Suisse. solidaritéS a répété que l'asile n'est pas de la charité mais bien un Droit et, rappelant le souvenir douloureux du suicide du jeune Ali Reza, a exigé des autorités fédérales et cantonales un accueil digne des réfugié-e-s.



Alessandro Sofia



Die Linke est créditée de 6,3 % des intentions de vote. Elle avait atteint 11,9 % en 2009. Stand de campagne à Frankfurt, septembre 2021.

## LES LOIS HARZ IV

**A** doptées en janvier 2005, sous l'égide du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, elles ont considérablement dégradé l'assurance-chômage et introduit l'obligation pour les chômeurs-euses en fin de droit d'accepter les « jobs à un euro ». Les quatre vagues de lois Harz sont considérées comme le recul social le plus massif de l'Allemagne depuis Bismarck. **DS**

## GRÈVE DANS LES CHEMINS DE FER: UN TRIPLE ENJEU

**C** omme en 2014/2015, le combatif syndicat des conducteurs et conductrices de locomotive (GDL) des chemins de fer allemands (Deutsche Bahn) est reparti par trois fois en grève cet été, la dernière fois en bloquant quatre jours le trafic voyageurs-euses début septembre.

→ Syndicat minoritaire dans l'entreprise (52 000 membres, tout de même !), le GDL ne fait pas partie de la Confédération syndicale majoritaire (DGB), proche de la social-démocratie. Ce statut de syndicat « marginal » lui a valu d'être à l'origine d'une loi particulière, la *Tarifeinheitgesetz* ou Loi sur la négociation collective unifiée. Elle vise à empêcher des syndicats minoritaires de l'emporter statuant que lors de négociations collectives, c'est le résultat auquel souscrit le syndicat majoritaire qui s'applique.

→ Le second enjeu, plus classique, porte sur des adaptations salariales. Le GDL demande une adaptation au coût de la vie identique à celui de la fonction publique et une prime pour la situation d'urgence due au Covid (en Allemagne, 90 % des liaisons ferroviaires ont été assurées). La situation est d'autant plus tendue que le train de vie de la direction de la Deutsche Bahn n'a rien d'exemplaire et que les investissements dispendieux à coup de milliards d'euros se poursuivent.

→ Troisième dimension : la lutte contre le dérèglement climatique implique un développement du transport par le train. Seules des conditions de travail décentes sur tous les plans permettront de relever ce défi et d'engager le personnel nécessaire. **DS**

## International ÉLECTIONS FÉDÉRALES ALLEMANDES

# ESPRIT D'ANGELA, ES-TU LÀ ?

Le résultat des élections allemandes de fin septembre, dont dépend le renouvellement du Bundestag et par suite la nomination de celui ou celle qui succédera à Angela Merkel à la chancellerie, est assez imprévisible. D'une manière ou d'une autre, les trois principaux partis promettent de faire fructifier l'héritage de la « grande modératrice ». Mais de redoutables échéances les attendent.

**M** algré les catastrophes climatiques de cet été, les inondations meurtrières dans la région de l'Eifel et les nombreux feux de forêts, chrétiens-démocrates (CDU/CSU), sociaux-démocrates (SPD) et Verts ne défendent pas de rupture fondamentale avec l'ère Merkel. Ce consensus correspond aux aménagements internes de la classe dominante : les propriétaires de capitaux ont vu que l'on pouvait faire de l'argent avec les technologies vertes ; les néolibéraux les plus acharnés ont compris qu'en temps de crise sanitaire le frein à l'endettement pouvait ne plus être le premier des dix commandements ; les sociaux-démocrates se sont finalement ralliés à l'abandon du charbon et se distancient précautionneusement des lois Harz IV\* ; les Verts ont depuis longtemps subordonné la sauvegarde de l'environnement aux intérêts de la propriété privée. La politique extérieure de l'Allemagne ne fait pas débat.

### Des divergences certaines

Sur cette trame consensuelle, des divergences existent toutefois. Plus

proches du patronat, les démocrates-chrétiens veulent « libérer l'économie » des contraintes administratives et de la législation de l'Union européenne, s'attaquer à la durée du temps de travail et propulser la retraite à 70 ans.

Le SPD veut réduire les sanctions des lois Harz IV (voir encart), étendre l'effet des conventions collectives et introduire un impôt sur la fortune de 1 %.

Verts et sociaux-démocrates se retrouvent pour fixer la vitesse maximale sur les routes à 130 km/h, pour imposer la fortune à 1 % et pour s'opposer au frein à l'endettement. Pour le reste, ils revendiquent sagement une taxation sur le CO<sub>2</sub> et la mobilité électrique. Leur revendication la plus radicale est celle de la sortie du charbon en 2030.

Die Linke (qui a réaffirmé son orientation à la gauche de la social-démocratie) et l'extrême droite (AfD) ne rentrent pas dans ce cadre. Dans les circonstances actuelles, la position de Die Linke apparaît toutefois comme une rupture avec le système. Mais en ne se centrant que sur la justice so-

cial et en reléguant la lutte contre le réchauffement climatique à un rang subalterne, Die Linke s'empêche d'apparaître comme une véritable solution de rechange.

### Des échéances redoutables

Le prochain gouvernement devra affronter des questions d'importance. Que ce soit celle du financement de la lutte contre le dérèglement climatique, des moyens à mettre en œuvre pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, de la compensation ou non des taxes « écologiques » et des augmentations du prix des carburants. Un débat socialement explosif. Par ailleurs, l'ère Merkel laisse derrière elle des infrastructures en piteux état. Ponts et bâtiments publics se fissurent, écoles, hôpitaux et transports publics sont sous-dotés en personnel, les services publics sont à la dérive. En lien avec la controverse sur la durée du travail et sa répartition, ces questions, comme celle de la poursuite des privatisations, donneront du champ aux mouvements sociaux pour peser sur la politique fédérale.

Daniel Süri



Keir Starmer

**International** KEN LOACH MIS À LA PORTE DU LABOUR

# FIN DE PARCOURS POUR LA GAUCHE TRAVAILLISTE

Au parti travailliste britannique, la lutte menée par son nouveau dirigeant Keir Starmer et son équipe contre l'aile gauche de l'organisation continue.

Cette lutte contre la gauche du parti a pris différentes formes. La plus visible et la plus choquante fut certainement la tentative d'exclure Jeremy Corbyn, son ex-dirigeant. Mais Corbyn n'est pas le seul à avoir été visé de la sorte. Depuis début 2020, Starmer a suivi une stratégie visant à affaiblir l'aile gauche du parti en accélérant les expulsions. Lui et son équipe se sont en particulier concentré·e·s sur les mouvements de solidarité avec la Palestine.

Pour légitimer ce processus, ils nourrissent l'amalgame entre antisionisme (en d'autres termes la solidarité avec la Palestine) et antisémitisme. L'utilisation de la définition de l'antisémitisme promue par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste est centrale dans leur stratégie. Celle-ci définit, par

exemple, comme antisémite tant la description de la création d'Israël comme un acte raciste (il faut alors se demander comment nommer l'expulsion de 700 000 Palestinien·ne·s de leur terre et la destruction de plus ou moins 500 villages et centres urbains) que le refus de critiquer Israël comme n'importe quel autre État démocratique et libéral (difficile quand plus de la moitié de ceux et celles qui vivent sous son contrôle se voient refuser les mêmes droits politiques, civils, et/ou démocratiques que ses citoyen·ne·s juif·ve·s parce qu'ils·elles sont Palestinien·ne·s).

Cette définition élargie de l'antisémitisme est largement critiquée par de nombreux chercheurs·euses, juristes et même par son auteur original. Mais dans le parti de Starmer, elle est devenue

article de foi. C'est sur cette base que des militant·e·s et des organisations sont exclu·e·s de ses rangs.

## Chasse aux sorcières contre la gauche du parti travailliste

Cet été, le comité national du parti travailliste a voté l'expulsion de plusieurs organisations, car elles étaient considérées comme non-compatibles avec ses objectifs. Parmi elles, on trouve notamment Socialist Appeal (L'Appel Socialiste), l'organisation liée à la tendance du « Militant », qui existe à l'intérieur du parti depuis le début des années soixante. Il est impressionnant de penser qu'il est plus difficile d'être de gauche au parti travailliste aujourd'hui que sous la direction – pourtant droitiste, néolibérale et agressivement impérialiste – de Tony Blair.

Une autre organisation expulsée est Labour Against the Witch-hunt (LAW) (Travailleurs contre la Chasse aux Sorcières), qui milite contre l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme, et l'expulsion de militant·e·s travaillistes sur cette base. La direction du Labour ne se contente donc plus d'expulser des militant·e·s pour leurs « méfaits », mais également celles et ceux qui s'opposent à ces décisions d'expulsions – une logique drôlement Kafkaïenne. Le cinéaste Ken Loach, militant de gauche de longue date et proche de Jeremy Corbyn, a également été mis à la porte du parti, en raison de son soutien au LAW. Même le dirigeant du syndicat des boulangers·ères et travailleurs·euses de l'industrie alimentaire, Ian Hudson, lui aussi très à gauche et pro-Corbyn, a été inquiété et son avenir au sein du parti est menacé.

## De quoi l'expulsion de Ken Loach est-elle le nom ?

Cela fait bien longtemps que la droite du parti appelle à l'expulsion de Ken Loach, notamment pour ses prises de positions en solidarité avec le peuple palestinien. Mais, jusqu'alors, toutes ces tentatives avaient échoué. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de ses propres prises de position, mais de son soutien à ceux celles et ceux qui soutiennent les militant·e·s qui ont été exclu·e·s, qui lui a valu d'être – à son tour – expulsé. Une situation si abracadabrante qu'elle en serait presque drôle. Loach a annoncé la nouvelle sur twitter en concluant ainsi : « Starmer ne mènera jamais le parti du peuple. Nous sommes nombreux, ils sont peu » – en référence à un poème britannique célèbre dans le mouvement ouvrier.

Ken Loach a bien entendu raison. Si la direction de Corbyn a ouvert, très timidement, la porte pour la construction d'un courant de gauche à l'intérieur de l'organisation, sa défaite l'a refermée. Malheureusement, alors que des centaines de milliers de membres ont quitté le parti, de nombreux·euses cadres politiques de la gauche travailliste continuent de répéter le mantra qu'il faut être patient·e·s et attendre des jours meilleurs. Ce faisant, ils·elles restent silencieux·ses et désorganisé·e·s face à l'assaut de Starmer et de ses allié·e·s, tout en laissant le fruit de leurs efforts disparaître sous leurs yeux. L'heure est (re)venue, sans aucun doute, pour la gauche britannique de s'organiser en dehors du parti – et contre sa direction.

Sai Englert

# UN SENTIMENT DE BASCULEMENT QUI N'EST PAS ENCORE LE FASCISME

Bourré de chiffres, d'informations et de réflexions, le dernier livre de Ludivine Bantigny et Ugo Palheta permet de penser le processus de fascisation actuel et d'agir dans une perspective révolutionnaire. Petit aperçu de ce livre politique utile.

## Un capitalisme autoritaire

Il envahit l'ensemble de nos relations, s'incruste dans chacune de nos vies. Mais devant la brutalité des contre réformes, la destruction progressive de nos services publics, la paupérisation massive et l'accumulation scandaleuse de richesse par une minorité, la démocratie bourgeoise ne parvient plus à obtenir l'hégémonie nécessaire à la classe dominante. En l'absence de celle-ci, elle se tourne alors vers l'État, seul autorisé à exercer « sa violence légitime », soit d'exercer une répression massive contre ce peuple indocile !

Depuis 2015 en France, l'État d'exception a remplacé l'État de droit, l'état d'urgence sanitaire succédant à l'état d'urgence. La lutte contre le terrorisme et la « gestion » de la pandémie sont saisies comme des opportunités pour nous muse-

ler davantage, accentuer la chasse aux migrant·e·s et plus généralement aux personnes précaires.

Macron va développer deux politiques interdépendantes : l'autoritarisme et le racisme systémique, qui vont notamment se traduire par l'adoption de 2 lois s'ajoutant à la vingtaine de lois liberticides votées en 30 ans, les lois « Sécurité globale » et « Contre le séparatisme ». L'une renforce l'impunité, l'équipement et les prérogatives de la police et permet l'armement des agents des sociétés privées de sécurité, tandis que l'autre instaure la désignation d'un bouc émissaire. Cela renforce la présomption d'innocence des uns et la présomption de culpabilité des autres !

Nourrie d'idées d'extrême droite, dont celle de l'« ensauvagement des quartiers populaires » ou la « crise civilisationnelle », cette politique va

avoir de lourdes conséquences : la droitisation d'une très grande partie de la classe politique qui se cale sur l'agenda de l'extrême droite devenu en partie celui du gouvernement et les divisions exacerbées entre les exploité·e·s. Le nombre et la violence des agressions, en particulier islamophobes, augmentent, ainsi que celles contre les personnes solidaires ou/et les manifestant·e·s.

## Des éléments de fascisation

La concentration des pouvoirs dans les mains de Macron est un de ces éléments. Pourtant, on ne vit pas en dictature. Ni les institutions issues de la Constitution de 1958, ni les organismes de contre-pouvoir ne sont supprimés, mais ils sont contournés et vidés de leur sens.

L'évolution de la police en est un autre. Composée de policiers·ères surarmé·e·s avec notamment des

armes de guerre, votant à 70 % pour l'extrême droite, nombreux·euses à pratiquer un racisme ordinaire et toléré, documenté aujourd'hui par certain·e·s de leurs collègues, la police tend à s'autonomiser et n'hésite plus à manifester en tenue et en armes sur les Champs-Élysées ou devant l'Assemblée nationale, accompagnée dans cette démarche factieuse de Darmanin, ministre de l'intérieur !

Ce livre rappelle aussi que les violences policières contre les jeunes né·e·s de parents issus des anciennes colonies, les migrant·e·s ou les Roms sont d'une toute autre nature que celles contre les manifestant·e·s. Ces dernier·ère·s sont réprimé·e·s, très violemment, pour ce qu'ils et elles font, les autres pour ce qu'ils-elles sont, en raison de leur propre origine, de celle de leurs familles ou de leur appartenance supposée à la religion musulmane.

Une constitution qui permet le bonapartisme ; de grands médias dirigés par les grands patrons de l'armement, du luxe, et des Travaux Publics qui diffusent la peur et la haine de l'autre ; une police de plus en plus autonome ; une armée qui exprime dans la presse qu'elle est prête à une action forte, une répression de très haute intensité : Si Le Pen gagne le pouvoir par les urnes, elle n'aura plus qu'à s'installer !

## Fascisation n'est pas fascisme

La démocratie des dominant·e·s, au service de leurs intérêts, qui consiste essentiellement à neutraliser notre classe, n'est ni à réformer ni à approfondir comme le proposent les gauches qui gèrent les institutions. Notre démocratie, au contraire, s'inscrit dans les grandes heures des mouvements d'émancipation ; la Commune en est une ! Alors l'antifascisme ne peut être un combat à part, il doit être « constituant » de l'ensemble de nos terrains de lutte, à l'intérieur de toutes les autres, syndicalisme, féminisme, antiracisme, écologie... Pour aller jusqu'au bout dans l'unité et enfin renverser le système capitaliste. La menace fasciste est sérieuse, notre détermination et notre préparation doivent l'être beaucoup plus !

Roseline Vachetta militante du NPA

Peinture murale à Paris



Ludivine Bantigny et Ugo Palheta, Face à la menace fasciste, Editions Textuel, septembre 2021

C'est quoi ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent. Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...). C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous!

Abonnements

**SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!**

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

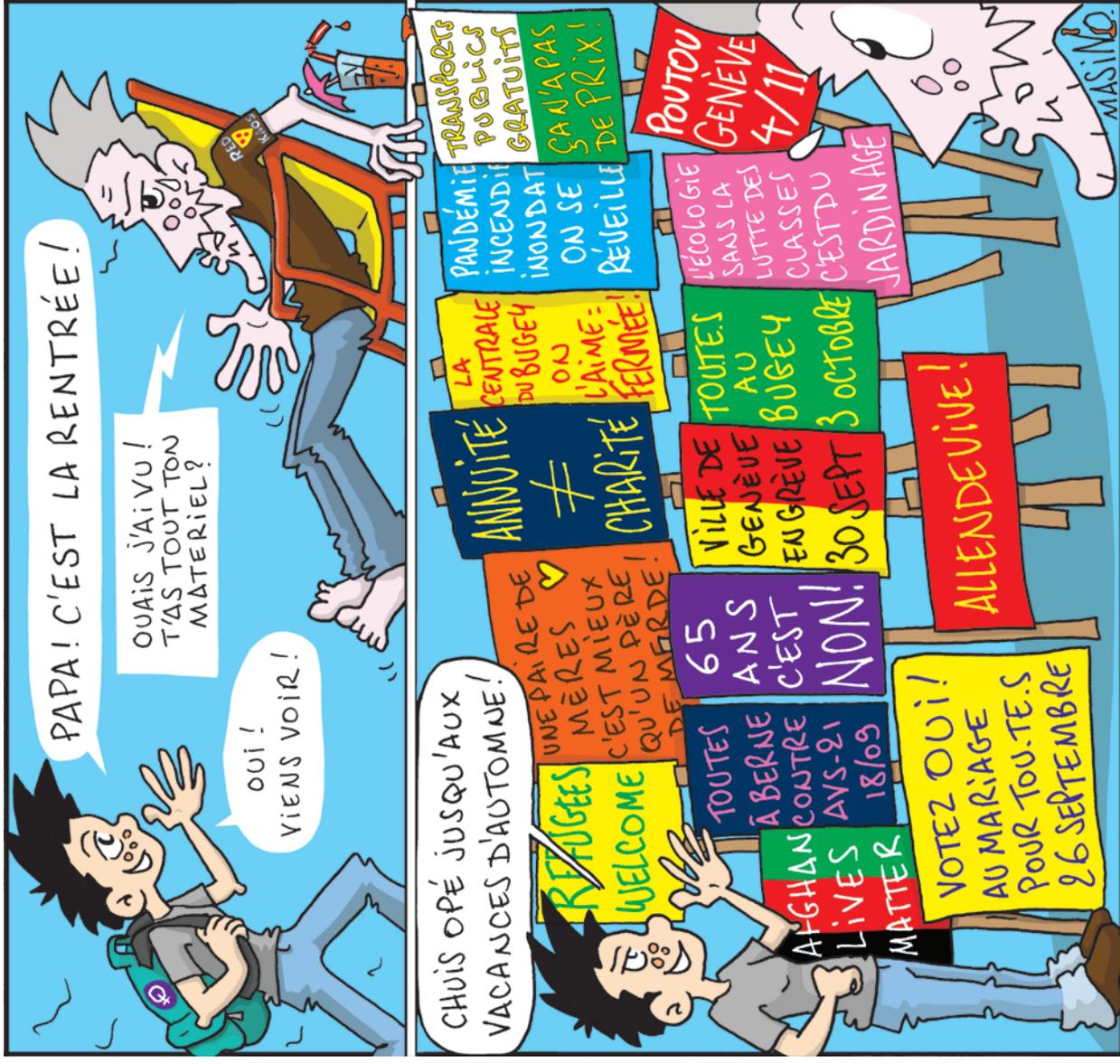
**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](http://solidarites.ch/abonnement)

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

- **solidarités**  
Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)  
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

- 3** **Votations**  
initiative 99%: le capital en balade
- 4** **Queer**  
La Pride dit «oui au mariage», les queers disent «oui, et après?»
- 5** **Monde du travail**  
Ville de Genève: Pas de budget sans mécanismes salariaux!
- 6** **Migration**  
Les jeunes débuté-e-s de l'asile n'ont pas le droit de suivre leur formation publiques
- 7** **Vaud**  
Initiative cantonale pour la gratuité des transports publics
- 8-9** **Écologie**  
Au bord du gouffre, le scénario que le GIEC ne modélise pas
- 10** **Écologie**  
Roger Federer, champion en logique capitaliste
- 11** **Féminisme**  
Dangereuse tendance réactionnaire sur les droits sexuels et reproductifs aux États-Unis
- 12** **International**  
Afghanistan: fiasco étasunien, souffrance continue du peuple afghan
- 13** **International**  
Élections fédérales allemandes: esprit d'Angela, es-tu là?
- 14** **International**  
Ken Loach mis à la porte du Labour: fin de parcours pour la gauche travailliste
- 15** **À lire**  
Un sentiment de basculement qui n'est pas encore le fascisme



La vie expliquée à ma fille par Masino